

## Les actions du Canada en 2017

Le Canada se veut leader de la lutte contre le changement climatique. En témoigne le récent message de Catherine McKenna, ministre de l'Environnement et du Changement climatique :

*« Mon but global est de mettre en œuvre la vision du Canada pour une économie propre et novatrice axée sur la croissance économique et la protection de l'environnement. Le gouvernement du Canada est d'avis que ces buts vont de pair.*

*Pour nous, les changements climatiques constituent l'un des plus grands défis, mais aussi l'une des occasions les plus importantes, de notre époque. Nous nous sommes engagés fermement à trouver des solutions aux changements climatiques avec l'ambition et dans le but de créer un avenir meilleur pour nos enfants et nos petits enfants. Ma priorité consiste à exercer un leadership à l'échelle nationale afin de réduire les émissions, de lutter contre les changements climatiques et de tarifier la pollution par le carbone.*

*Le Canada demeure ferme dans son engagement de mettre en œuvre l'Accord de Paris. [...] Nous devons tous poursuivre notre participation. Par exemple, de plus en plus d'entreprises prennent des mesures pour lutter contre les changements climatiques, constatant les occasions qui découlent d'une économie à faibles émissions de carbone. Le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la croissance propre. La demande mondiale pour des technologies propres connaît une croissance rapide. Le Canada exercera un leadership à l'échelle mondiale afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en exploitant de nouveaux débouchés ».*

## Le Canada à la COP 23

Seule avancée notable à la COP23, l'annonce du lancement par le Royaume-Uni et le Canada d'une **coalition pour la sortie du charbon baptisée « Powering Past Coal Alliance »** autrement dit « l'Alliance pour la sortie du charbon ». Elle compte 25 membres, dont des collectivités locales et plus d'une vingtaine de pays. La Chine, l'Inde et les USA (les plus gros pollueurs de la planète) n'en font pas partie, mais l'alliance a été rejointe, entre autres par, le Danemark, les Pays-Bas, la Finlande, le Mexique, le Costa Rica et la Nouvelle-Zélande, et aussi par la France. Les partenaires de l'alliance comprennent diverses administrations, entreprises et organisations qui se sont unifiées pour prendre des mesures visant à accélérer la croissance écologique et la protection du climat par le retrait progressif et rapide de l'alimentation traditionnelle au charbon. Les ministres canadienne et britannique veulent inciter les autres pays à se doter d'un plan afin de ne plus construire de centrales au charbon sans mode de récupération et de mettre fin éventuellement aux autres actuellement en activité. Les centrales au charbon sans mode de récupération sont celles qui n'enfouissent pas le carbone, ce qui émet beaucoup plus de gaz à effet de serre que celles munies d'une telle technologie.

Le charbon, première source d'électricité dans le monde (40%) est l'énergie la plus dommageable pour le climat et la qualité de l'air, la plus polluante et la moins chère. Elle donc est au cœur de la bataille contre le réchauffement.

Concernant la **politique intérieure** : depuis 2015, le gouvernement fédéral conservateur a changé avec l'élection du Premier ministre libéral **Justin Trudeau, ouvertement pro-climat**. Trudeau a lancé en juin 2016 un programme « Cadre pan-canadien sur la Croissance Propre et le Changement climatique » qui doit faire en sorte de réduire plus fortement les émissions de GES, fixer un prix du carbone et mettre en place un plan de suppression progressive des centrales traditionnelles à charbon. Le 11 mai 2017, le Canada a soumis une NDC révisée qui contient des mesures plus ambitieuses encore en tenant compte de l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (LULUCF). Avec cette nouvelle politique mise en place depuis 2016, les experts estiment que les émissions de gaz à effet de serre atteindraient 507-591 MtCO<sub>2e</sub> (excluant LULUCF) en 2030, ce qui permettrait au Canada de réaliser son objectif fixé à Paris. Cependant, les mesures incluent des crédits carbone internationaux, ce qui signifie que les réductions d'émission ne sont pas uniquement le résultat d'efforts de réduction domestiques. De plus, le Canada ne dit pas clairement combien de crédits carbone vont être achetés. En tout cas, les effets de cette nouvelle politique sont estimés à une réduction de 1-15 % par rapport à 1990 et à une réduction de 18-30 % par rapport à 2005.

Les autres annonces :

- ⇒ Lancement de la **plateforme des collectivités locales et des peuples autochtones**, qui donne voix au chapitre aux peuples autochtones.
- ⇒ L'**engagement à aider les pays vulnérables et en développement dans leurs efforts pour contrer les changements climatiques et à prendre le leadership pour maintenir l'élan politique de l'Accord de Paris** (Côte d'Ivoire et Sénégal notamment).
- ⇒ C'est aussi l'occasion de **promouvoir les entreprises canadiennes qui sont en bonne position pour saisir les possibilités que représente la croissance propre**, soit de nouveaux emplois, de nouvelles technologies et moins de pollution. **D'ici 2030, les nouvelles possibilités d'investissement dans les marchés émergents se chiffrent à plus de 20 mille milliards de dollars. La COP23 propose aux entreprises canadiennes des occasions d'accroître leur participation à la conversation nationale et mondiale sur la tarification du carbone et la compétitivité.**

Le Canada doit faire plus pour atteindre sa cible de réduction de GES en 2030 et s'adapter aux impacts des changements climatiques, en mettant en œuvre rapidement les mesures annoncées dans le Cadre pan-canadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Malgré de nombreux retards par rapport aux objectifs fixés, ce nouveau plan climat a cependant nettement amélioré la collaboration entre le fédéral, les provinces et les territoires en matière de changements climatiques. La balle est donc dans le camp du gouvernement canadien pour améliorer significativement son action climatique sur son territoire et clarifier sa position par rapport au marché carbone.